

Mardi 24 septembre
Contre la réforme des retraites par points
Mardi 8 octobre
Pour vivre dignement ma retraite

Les retraité-e-s ne décolèrent pas !

Le pouvoir d'achat des retraité-e-s « dégringole » depuis plusieurs années. Les fins de mois sont de plus en plus difficiles. La précarité gagne du terrain et oblige de plus en plus de retraité-e-s à continuer de travailler à la retraite. C'est une réalité dure à vivre au moment où, après des années de travail, l'on pourrait espérer se reposer, préserver sa santé, s'épanouir, vivre dignement sa nouvelle vie.

Le 20 juin, les retraité-e-s ont envoyé 200 000 cartes pétitions au gouvernement pour exiger la suppression de l'augmentation de la CSG pour tous les retraité-e-s.

L'importance et l'inscription dans la durée du processus de mobilisations à l'appel des organisations de retraité-e-s a conduit le premier ministre à un premier recul en relevant à 1 200 € le revenu fiscal de référence à partir duquel s'applique la hausse de CSG. Et le Gouvernement a dû à nouveau reculer en relevant ce montant à 2 000 €, face aux retraité-e-s qui ne décolèrent et poursuivirent leurs mobilisations.

Les injustices sont insupportables pour celles et ceux qui ont du mal à vivre dignement de leur salaire ou de leur pension alors que les cadeaux fiscaux et sociaux aux plus riches se multiplient.

Les réformes envisagées – à l'image notamment de celles portant sur la Fonction publique ou les retraites – ont pour objectif d'inscrire dans le marbre un modèle de société porteur de reculs sociaux. La solidarité ne serait plus le socle de notre système. Il s'agit de livrer tout ce qui peut l'être aux appétits du capital et de la finance.

Aujourd'hui, le paiement des pensions est garanti par le budget de l'État. Avec la création d'une caisse de retraite pour les retraité-e-s de la Fonction publique de l'État cela ne serait plus le cas.

Le gouvernement prive de financement les services publics (hôpitaux, EHPAD...) et si les difficultés rencontrées pour l'accès aux services publics ne sont pas propres aux retraité-e-s ou personnes âgées, elles prennent une importance particulière en raison de l'âge, la condition physique ou le handicap.

**Nombreuses et nombreux, actifs et
retraité-e-s, dans la rue nous pouvons faire
reculer le gouvernement.**

- Pour la suppression de la hausse de la CSG pour tous les retraité-e-s;
- Pour la revalorisation significative et immédiate des pensions et des retraites;
- Pour l'indexation des pensions en fonction de l'augmentation du salaire moyen;
- Pour la proratisation du Salaire Annuel Moyen (SAM) pour les poly-pensionnés;
- Pour le rétablissement de la 1/2 part supplémentaire pour les personnes vivant seules ayant élevé au moins un enfant, pour le calcul de l'impôt sur le revenu (dans l'attente d'une réforme globale de la fiscalité);
- Pour la fixation du taux de réversion à 75 % sans condition d'âge et de ressources;
- Pour les retraités de la Fonction Publique de l'État, la reconnaissance de l'évolution de la qualification du grade auquel appartenait le retraité par le rétablissement de la péréquation;
- Pour le rétablissement des services publics de proximité;
- Pour le maintien et l'amélioration de l'ensemble des régimes de retraite dont le Code des pensions civiles et militaires, le fonds spécial des ouvriers des établissements industriels de l'État...

POUR IMPOSER UNE SOCIÉTÉ

DE PROGRÈS SOCIAL.

ALORS OUI,

LES 24 SEPTEMBRE ET

8 OCTOBRE,

JE MANIFESTE !